



CÉAS de la Mayenne
Centre d'étude et d'action sociale

29 rue de la Rouillière
53000 Laval
Tél. 02 43 66 94 34
Fax : 02 43 02 98 70
Mél. ceas53@orange.fr
Site Internet : www.ceas53.org

CÉAS-point-com

Bulletin hebdomadaire à destination des adhérents

CÉAS-point-com

Bulletin hebdomadaire diffusé par
messagerie électronique aux seuls
adhérents du CÉAS.

Contributeurs pour ce numéro :
Claude Guioullier,
Nathalie Houdayer.

Vendredi 13 juin 2014

N° 554



Démographie

La France parmi les pays du monde

Dans *Population & Sociétés* n° 503 de septembre 2013, l'Institut national d'études démographiques (Ined) publie, entre autres, dix-huit tableaux classant les pays ou entités selon divers indicateurs et par ordre décroissant (voir ci-après une synthèse sur quelques-uns des indicateurs). En préambule, l'Ined souligne que la population mondiale « compte un peu plus de 7 milliards d'habitants en 2013. Elle a été multipliée par sept au cours des deux derniers siècles, et devrait continuer à croître jusqu'à atteindre 10 à 11 milliards à la fin du XXI^e siècle ».

Superficie : avec ses 552 000 km², la France métropolitaine se classe au 47^e rang des pays, très loin de la Russie avec ses 17 millions de km², ou encore du Canada, des États-Unis et de la Chine qui dépassent les 9 millions de km².

Pays les plus peuplés : selon des estimations pour 2013, la France métropolitaine se situe au 22^e rang. La Chine, elle, compte 1,36 milliard d'habitants ; l'Inde, 1,28 milliard. L'Union européenne, avec ses vingt-huit pays, totalise 506 millions d'habitants. Selon des projections pour 2050, la population mondiale passera de 7,14 milliards d'habitants en 2013 à 9,73 milliards en 2050. L'Inde dépassera la Chine (1,65 milliard pour la première et 1,31 milliard pour la seconde qui verra donc sa population diminuer). Avec 444 millions d'habitants, le Nigeria devancera les États-Unis. La France métropolitaine passera de la 22^e à la 25^e place, mais avec une population qui avoisinera les 72 millions d'habitants.

Indice synthétique de fécondité : dans le monde, cet indice s'établit à 2,5 enfants par femme. Cependant, il est de 2,0 en France métropolitaine (141^e rang) et de 1,6 dans l'Union européenne. À l'opposé, il s'élève à 7,6 enfants par femme au Niger (1^{er} rang).

Nombre de décès annuels d'enfants de moins d'un an : classée au 92^e rang, la France métropolitaine est peu concernée par les décès de jeunes enfants (environ 3 000 par an). Avec un taux de décès infantiles qui s'établit à 3 pour 1 000 naissances vivantes, la France métropolitaine se positionne au 23^e rang.

Espérance de vie à la naissance : elle est de 70 ans à l'échelle mondiale. La France métropolitaine est au 12^e rang, avec une espérance de vie de 82 ans. Le Japon et la Suisse (espérance de vie à 83 ans) sont les mieux classés.

Indice de « jeunesse » (proportion de moins de 15 ans en pourcentage) : au Niger, un habitant sur deux a moins de 15 ans ! En France métropolitaine, le taux est de 19 % (177^e rang), alors que pour l'Union européenne, il n'est que de 16 %.

Indice de vieillissement (proportion de 65 ans ou plus en pourcentage) : au Japon, un habitant sur quatre a 65 ans ou plus. Le taux est de 18 % dans l'Union européenne, de 17 % en France métropolitaine et de 8 % dans le monde.

Revenu national brut en parité de pouvoir d'achat (en dollars US, 2012) : la France métropolitaine est au 7^e rang après les États-Unis, la Chine, l'Inde, le Japon, l'Allemagne et la Russie. L'Union européenne, avec ses vingt-huit pays, devancerait les États-Unis. Par habitant, on observe de très forts écarts : la moyenne mondiale s'établit à 11 690 dollars, mais elle est de 32 960 dollars pour l'Union européenne et de 36 460 dollars pour la France métropolitaine (21^e rang)... Le Qatar ouvre le palmarès avec un revenu national brut de 84 670 dollars par habitant.

Personnes de 15-49 ans infectés par le VIH en 2011 : avec un taux de 0,4 %, la France métropolitaine pointe au 81^e rang. Au Swaziland, au Botswana et au Lesotho, la proportion atteint des taux supérieurs à 20 %.

Source : Gilles Pison, « Tous les pays du monde (2013) », Institut national d'études démographiques (Ined), *Population & Sociétés* n° 503 de septembre 2013 (8 pages).





Les pilules de 3^e et 4^e génération remises en question Les pratiques contraceptives ont récemment évolué

En France, l'enquête *Fecond*, réalisée par l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) et l'Institut national d'études démographiques (Ined) en 2010, a permis d'analyser différents enjeux en santé sexuelle et reproductive. Les deux instituts ont reconduit l'enquête en 2013 pour étudier l'impact de la controverse concernant les pilules de 3^e et 4^e génération, fin 2012 – début 2013, sur les pratiques et les représentations de la contraception ⁽¹⁾.

La controverse, largement médiatisée, a alerté sur un risque de thrombose veineuse profonde associé à l'utilisation des pilules de 3^e et 4^e génération. Cela a abouti à l'arrêt de leur remboursement par la Sécurité sociale en mars 2013.

Selon les chercheurs de l'Inserm et de l'Ined, on a assisté à un assouplissement du modèle contraceptif fortement centré sur la pilule. Il s'agit en réalité du renforcement d'une tendance car le recul de la pilule s'observe depuis les années 2000.

Ainsi, les méthodes utilisées pour éviter une grossesse ont évolué. Près d'une Française sur cinq déclare avoir changé de méthode depuis le débat médiatique de 2012-2013 sur les pilules. Le recours à la pilule a baissé, passant de 50 % à 41 % entre 2010 et 2013. Plus précisément, alors que 40 % des pilules utilisées en 2010 étaient de 3^e ou 4^e génération, cette proportion est passée à 25 % en 2013 – étant entendu qu'en l'espace d'une décennie, le recours à la contraception orale a reculé de quatorze points en France.

La pilule reste le moyen le plus utilisé

La pilule reste aujourd'hui la méthode de contraception la plus utilisée en France. Parmi les femmes de 15 à 49 ans vivant en France métropolitaine, ni stériles, ni enceintes, ayant des rapports hétérosexuels et ne voulant pas d'enfant (soit 75 % de l'ensemble des femmes de 15 à 49 ans), 36,5 % ont recours à la pilule, plus 4,1 % qui l'associe à un

préservatif. Le deuxième moyen de contraception est le stérilet (22,6 %), puis le préservatif (15,3 %), le retrait, l'abstinence périodique ou une méthode locale (9,5 %). Notons que 3,1 % des femmes concernées déclarent n'utiliser aucune méthode.


Selon les chercheurs de l'Inserm et de l'Ined, « *les pratiques contraceptives apparaissent désormais beaucoup plus diversifiées* ». Ils ajoutent que cette reconfiguration du paysage contraceptif, « *même si elle se traduit par une hausse du recours aux méthodes moins efficaces (dates, retrait), ne devrait cependant pas s'accompagner d'une hausse sensible des grossesses non prévues pour la population dans son ensemble. Mais une augmentation pourrait toutefois se produire dans certains sous-groupes* »...

De fait, *Population & Sociétés* rend également compte des enquêtes *Fecond* en analysant, entre autres, les inégalités sociales comme cause de pratiques différenciées selon l'âge, le diplôme, la profession et catégorie socioprofessionnelle (PCS), les ressources financières... Dans leur conclusion, les auteurs insistent sur l'enjeu de la gratuité de l'accès aux méthodes de contraception, lequel serait « *plus que jamais d'actualité* ». La non-gratuité constitue, en effet, « *un des freins de l'accès aux méthodes les plus efficaces* » ⁽²⁾.



Articles d'archives mis en ligne sur le site Internet du CÉAS :

- ✓ « [Navettes domicile-travail en 1999. 16 % des cadres actifs en Mayenne viennent travailler de l'extérieur](#) » – rubriques « Démographie », « Analyse sociodémographique de la Mayenne ».
- ✓ « [Insertion par l'activité économique. Le CÉAS a évalué l'étude régionale](#) » – rubriques « Prestations », « Les archives – non secrètes ».
- ✓ « [Politique sociale intercommunale au pays de l'Ernée. Historique et stratégie des acteurs](#) » – rubriques « Prestations », « Les archives – non secrètes ».



« *L'Europe nous grandit, la nation seule nous rapetisserait. Si le coq gaulois veut que son chant porte loin, il lui faut, c'est l'évidence, disposer du promontoire le plus élevé possible, avec vue sur la planète. Mais il n'a plus envie de chanter, ces temps-ci. Puisse-t-on lui en redonner le goût, et la cause européenne retrouvera ses couleurs. Quand on ne croit plus en soi, on fait table rase de l'avenir et on décrète que c'était mieux avant. Aujourd'hui, nous en sommes là. Mais quel intérêt aurait la France à sortir de l'euro, voire de l'Union européenne ? Celui de revenir en arrière, avant la Seconde Guerre mondiale, en attendant la prochaine ?* »

Franz-Olivier Giesbert, « Dix raisons (au moins) de voter européen » (éditorial), *Le Point* du 22 mai 2014.

⁽¹⁾ – Nathalie Bajos, Mylène Rouzaud-Cornabas, Henri Panjo, Aline Bohet, Caroline Moreau et l'équipe *Fecond*, « La crise de la pilule en France : vers un nouveau modèle contraceptif », Institut national d'études démographiques (Ined), *Population & Sociétés* n° 511 de mai 2014 (quatre pages).
⁽²⁾ – Les auteurs analysent également les pratiques de contraception au regard des normes instituées par les professionnels de santé, ainsi que les représentations sur la pilule.